

## Evaluation des systèmes judiciaires (2018 - 2020)



Slovénie

Generated on : 24/09/2020 15:49

**Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019**

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1. Habitants et informations économiques



**001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)**

Commentaires

## 002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

|                                                                                                         | Montant                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Niveau national ou fédéral                                                                              | 18 564 300 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales) | [ ] NA<br>[ X ] NAP                 |

Commentaires

## 003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[ 22 182 ]

Commentaires

## 004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[ 20 179 ]

[ ] NA

Commentaires

## 005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[ ]

Autorisation de décimales : 5

[ X ] NAP

Commentaires

## A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Statistical Office of the Republic of Slovenia

### 1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

|                                                                                                                           | Budget approuvé (en €)           | Budget exécuté (en €)            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b> | 174 182 015<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 174 904 609<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>                                                                | 125 385 869<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 126 066 031<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>                                                                 | 4 887 612<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 3 107 524<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>                       | 24 921 145<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 27 673 534<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>                 | 14 914 069<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 14 036 493<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>                                | 3 212 225<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 3 170 480<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>                                                                      | 861 095<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 850 546<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>7. Autres (veuillez préciser)</b>                                                                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP              | [ ] NA<br>[ X ] NAP              |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : As regards the category "computerization", from 2017 on, the figures represent the budget, approved by the Parliament and financing from EU sources (in previous years financing from EU sources was not included in the courts' budget). The approved budget for 2018 from EU funds at courts was 2.685.000 EUR and implemented budget was 560.588 EUR. Courts also spent 312.221 EUR of EU funds for ADR from the Ministry of Justice budget in 2018. The increase in budget allocated to investments in new (court) buildings in 2018 (and 2017) is due to the acquisition of court buildings in this period.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

|                                                                                  | Budget approuvé (en €) | Budget exécuté (en €) |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP   |
| <b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP   |

|                                                                                                       |                     |                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

|                                    | <b>Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?</b> |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>en matière pénale</b>           | ( ) Oui<br>( X ) Non                                                                                     |
| <b>en matière autre que pénale</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non                                                                                     |

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- Court fees are generally calculated in relation to the value of dispute and a specific quotient, set by the Court Fees Act for the individual court proceedings. In some cases (e.g. divorce cases, insolvency cases) court fees are set in fixed amounts.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

[ 195 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

**009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :**

[ 29 976 803 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

**012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.**

|                                                                                       | <b>TOTAL</b>                   | <b>Affaires pénales</b> | <b>Affaires autres que pénales</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b> | 2 700 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                |

|                                                                                                                       |                     |                     |                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

|                                                                                                                          | <b>TOTAL</b>                   | <b>Affaires pénales</b> | <b>Affaires autres que pénales</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>                                 | 3 980 358<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                |
| <b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                |
| <b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques )</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                |

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The difference between adopted and implemented budget is due to hiring additional court staff to reduce the backlogs in this area (legal aid).

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

|                                                                                   | <b>Budget approuvé (en €)</b>   | <b>Budget exécuté (en €)</b>    |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b> | 21 348 447<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 21 283 779<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>        | [ X ] NA<br>[ ] NAP             | [ X ] NA<br>[ ] NAP             |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The figure above does not include budget for functioning of the State Prosecution Council (approved: 132.321 EUR, implemented: 130.932 EUR).

### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

|                                | <b>Préparation du budget global des tribunaux</b> | <b>Adoption/approbation du budget global des tribunaux</b> | <b>Gestion et répartition du budget entre les tribunaux</b> | <b>Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national</b> |
|--------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <b>Ministère de la Justice</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                   | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                             | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                                 |

|                                             |                                 |                                 |                                 |                                 |
|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Autre ministère</b>                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Parlement</b>                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Cour Suprême</b>                         | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux</b>                            | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Organisme d'inspection</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Autre</b>                                | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

## 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

|                                            | <b>Préparation du budget</b> | <b>Arbitrage et répartition du budget</b> | <b>Gestion quotidienne du budget</b> | <b>Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget</b> |
|--------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Conseil d'administration</b>            | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Président du tribunal</b>               | ( X ) Oui<br>( ) Non         | ( X ) Oui<br>( ) Non                      | ( X ) Oui<br>( ) Non                 | ( X ) Oui<br>( ) Non                                     |
| <b>Directeur administratif du tribunal</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non         | ( X ) Oui<br>( ) Non                      | ( X ) Oui<br>( ) Non                 | ( X ) Oui<br>( ) Non                                     |
| <b>Greffier en chef</b>                    | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |
| <b>Autre</b>                               | ( ) Oui<br>( X ) Non         | ( ) Oui<br>( X ) Non                      | ( ) Oui<br>( X ) Non                 | ( ) Oui<br>( X ) Non                                     |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Q6: Financial and accounting department of the Supreme Court of the Republic of Slovenia and Ministry of Justice (Investments and real estate Directorate)

Q12: Financial and accounting department of the Supreme Court of the Republic of Slovenia

Q13: Annual Financial Statement of the Budget of the Republic of Slovenia for 2018

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

|                                                                      | Budget approuvé (en €)           | Budget exécuté (en €)            |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en € | 268 995 916<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 264 456 161<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

|                                          | Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|------------------------------------------|--------|------------|--------------------|
| Tribunaux (voir question 6 ou 7)         | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)   | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Ministère public (voir question 13 ou 7) | ( X )  | ( )        | ( )                |

/

### 015-3. Autres éléments budgétaires

|                                          | Inclus | Non inclus | N'existe pas (NAP) |
|------------------------------------------|--------|------------|--------------------|
| Système pénitentiaire                    | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Service de probation                     | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Conseil supérieur de la magistrature     | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Cour constitutionnelle                   | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Service de gestion du système judiciaire | ( )    | ( )        | ( X )              |
| Service de l'avocat d'Etat               | ( X )  | ( )        | ( )                |
| Service de l'exécution                   | ( )    | ( X )      | ( X )              |
| Notariat                                 | ( )    | ( X )      | ( X )              |
| Service d'expertise légale               | ( )    | ( X )      | ( X )              |

|                                                                             |       |       |       |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|
| Protection judiciaire de la jeunesse                                        | ( )   | ( )   | ( X ) |
| Fonctionnement du ministère de la Justice                                   | ( X ) | ( )   | ( )   |
| Services des demandeurs d'asile et réfugiés                                 | ( )   | ( X ) | ( )   |
| Service d'immigration                                                       | ( )   | ( X ) | ( )   |
| Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus) | ( )   | ( X ) | ( )   |
| Autres                                                                      | ( X ) | ( )   | ( )   |

Si « autres », veuillez préciser : Public budget for the whole justice system includes:

- Courts: total at Q6 without the amounts financed by the Ministry of Justice - Legal aid: amount at Q12
  - Public prosecution services: amount at Q13
  - Prison system: approved 41.331.001 EUR / implemented 40.034.390 EUR,
  - Probation services: 938.193 EUR / 830.729 EUR,
  - Council of the judiciary: 501.655 EUR / 506.649 EUR,
  - Constitutional court: 4.496.390 EUR / 4.429.551 EUR,
  - State advocacy: 7.606.421 EUR / 7.431.948 EUR,
  - Functioning of the Ministry of justice: 27.649.968 EUR/ 21.803.961 EUR
- and
- Other (the Public Prosecution Council) 132.321 EUR / 130.932 EUR.

In 2018, the newly established Probation Administration of the Republic of Slovenia began to function.

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Courts, the Ministry of Finance

## 2.Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1.Aide judiciaire

#### 2.1.1.Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

|                                                      | Affaires pénales                          | Affaires autres que pénales               |
|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Représentation devant les tribunaux                  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Conseil juridique, ADR et autres services juridiques | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

**016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?**

- See general comment.

**017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?**

☐ Oui

☐ Non

☒ NAP

Si oui, veuillez préciser : The exemption from court fees is possible outside the free legal aid system. See general comment.

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

|                                                     | Affaires pénales                                                                                                                 | Affaires autres que pénales                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## **2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire**



**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

|                   | Total                                                                  | Affaires portées devant les tribunaux                                  | Affaires non portées devant les tribunaux                              |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| TOTAL             | 9 763<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   | 8 811<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   | 952<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     |
| En matière pénale | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                    |                                                                        |                                                                        |                                                                        |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>En matière autre que pénale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

**021. En matière pénale, les personnes n’ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l’assistance gratuite (ou financée par un budget public) d’un avocat?**

|                                 |                                                                         |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
|                                 | <b>Assistance gratuite d’un avocat</b>                                  |
| <b>Personnes mises en cause</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Victimes</b>                 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

|                                 |                                                                                                         |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                 | <b>libre choix de l'avocat</b>                                                                          |
| <b>Personnes mises en cause</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Victimes</b>                 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus : The Free Legal Aid Act prescribes that (art. 13): Legal aid shall be granted to persons that, given their financial position and the financial position of their families, are not able to meet the costs of the judicial proceeding without causing harm to their social position and the social position of their families.

It shall be deemed that the social position of the applicant and his or her family is put at risk by the costs of the judicial proceeding, if the monthly income of the applicant (personal income) or average monthly income per family member (personal family income) does not exceed the amount of 2 times the basic amount of the minimum wage, laid down in the act governing the minimum wage (hereinafter referred to as: minimum income).

The minimum income being 392,75 EUR (change of legislation valid from 1st June 2018 on), the monthly income or the average monthly income per family member must not exceed 785,50 EUR (the given answer is the aforementioned sum, multiplied by the number of months in a year). The amount of assets of applicant must not exceed 48 times minimum income (the given answer is the aforementioned sum, multiplied by 48).

Exceptional legal aid may also be granted, if the personal income of the applicant and the income of his or her family exceeds twice the minimum income and if the applicant's property and property of his or her family exceeds 60 times the minimum income, if the application for legal aid approval is founded on the family circumstances of the applicant, the applicant's state of health, extraordinary financial liabilities imposed on the applicant, or other reasons out of the family's control for which they found themselves at material risk (Free Legal Aid Act, Article 22).

According to the Free Legal Aid Act, the applicant has to give evidence of his assets with a statement (the court then gets all the relevant data from the different authorities that have evidence of the wealth of the applicant).

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

|                                                                             | Montant du revenu annuel<br>(pour une personne), (en €) | Valeur des biens<br>(patrimoine) (pour une<br>personne), (en €) |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale            | 9 426<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 18 852<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale  | 9 426<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 18 852<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale           | 9 426<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 18 852<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale | 9 426<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 18 852<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

( X ) le tribunal

( ) une instance extérieure au tribunal

( ) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? 4 out of total 13 Slovenian insurance companies offer legal expense insurance (4 out of 13 in 2016), as well as one reinsurance company.

Source: The Insurance Supervision Agency web page <http://www.a-zn.si/>.

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

|                                    |                                                                       |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
|                                    | <b>La décision judiciaire précise le partage des frais de justice</b> |
| <b>en matière pénale</b>           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                                  |
| <b>en matière autre que pénale</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non                                                  |

Commentaires

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : The Supreme Court of the Republic of Slovenia - Data warehouse

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

|                                                                                                | Oui | Adresse(s) internet :                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)                                          | ( ) | ( X ) <a href="https://www.uradni-list.si/">https://www.uradni-list.si/</a> ; <a href="http://www.pisrs.si">http://www.pisrs.si</a><br>; <a href="https://www.dz-rs.si">https://www.dz-rs.si</a>                                               |
| à la jurisprudence des hautes juridictions                                                     | ( ) | ( X ) <a href="http://sodnapraksa.si/">http://sodnapraksa.si/</a> ;                                                                                                                                                                            |
| à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne) | ( ) | ( X ) <a href="https://e-uprava.gov.si/">https://e-uprava.gov.si/</a> ; <a href="http://www.sodisce.si/sodni_postopki/obrazci/">http://www.sodisce.si/sodni_postopki/obrazci/</a> ;<br><a href="https://nasodiscu.si">https://nasodiscu.si</a> |

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : <https://www.uradni-list.si/> (Official journal of the Republic of Slovenia)

<http://www.pisrs.si> (Government run web portal on which legal texts in unofficial version can be obtained)

<https://www.dz-rs.si> (General Assembly)

<http://sodnapraksa.si/> (Higher courts and the Superem court case law)

<https://e-uprava.gov.si/> (Ministry for public administration run web portal, where information on administrative proceedings and links to the forms or e-forms, if such forms are provided by law or government regulations)

[http://www.sodisce.si/sodni\\_postopki/obrazci/](http://www.sodisce.si/sodni_postopki/obrazci/) (Courts run web page, where forms in connection with court proceedings are available)

<https://nasodiscu.si> (information about the Slovenian court system and court procedures, as well as other useful issues in a simple and user-friendly way)

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

( X ) Oui, toujours

( ) Non

( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

### 030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The information system had been established by the police (web portal for victims, informational webpage, brochures etc.). In 2018, the Supreme Court published a new webpage, containing information for offended parties and witnesses in criminal proceedings, as well as informative brochures.

### 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

|                                                                                                       | Dispositif d'information | Modalités particulières pour les auditions | Autres modalités particulières |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|
| Victimes de violence sexuelle/viol                                                                    | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Victimes du terrorisme                                                                                | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( ) Oui<br>( X ) Non           |
| Mineurs (témoins ou victimes)                                                                         | ( X ) Oui<br>( ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Victimes de violence domestique                                                                       | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Minorités ethniques                                                                                   | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( ) Oui<br>( X ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Personnes handicapées                                                                                 | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Délinquants mineurs                                                                                   | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( X ) Oui<br>( ) Non           |
| Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle) | ( ) Oui<br>( X ) Non     | ( X ) Oui<br>( ) Non                       | ( ) Oui<br>( X ) Non           |

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : See general comments. In 2019, an amendment to the Criminal Procedure Act (ZKP-N) stepped into force, implementing the Directive 2012/29/EU (providing additional obligation for authorities to provide additional information on their rights to parties involved in criminal proceedings).

#### 031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

### 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

( X ) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : violent intentional crime

( ) Non

Commentaires violent intentional crime

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires According to the Crime Victims Compensation Act, the right to compensation does not depend on the identification of the offender or the initiation of the criminal proceeding. However, if the criminal proceeding had been initiated, the victim must also file a claim according to the Criminal procedure Act (art. 7)

**033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :**

[ X ] d'un dispositif avec des fonds publics

[ ] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[ ] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires The compensation request is filled at the Ministry of Justice and is decided upon by the five members committee, put in position by the Government. The committee consists of: one higher or supreme judge (civil law field), one higher or supreme public prosecutor, and three experts: medicine – traumatology, health care and insurance; pension and disability insurance (art. 20., 21 and 32).

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)**

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : See general comment.

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

|                                               | Nombre de demandes d'indemnisation | Nombre de condamnations | Montant total (in €)         |
|-----------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------------|
| <b>Total</b>                                  | 16<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 303 404<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Durée excessive de la procédure</b>        | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 27 486<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>Non-exécution des décisions de justice</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP                | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP          |
| <b>Arrestation injustifiée</b>                | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 275 826<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Condamnation injustifiée</b>               | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 92<br>[ ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>Autre</b>                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP                | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP          |

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : \*The figures above do not include cases at ECHR.

\*The figures above represent cases, closed in 2018, with compensations to be paid in 2018 or later. The figures above represent cases before courts only.

Data for procedures at the State Attorney for 2018 (before filing law-suit at court):

1. Excessive length of proceedings - Number of requests for compensation: 68;

Number of settlements: 17;

Total amount (in €): 31.105;

2. Wrongful arrest - Number of requests for compensation: 15;

Number of settlements: 9

Total amount (in €): 36.213,22

3. Wrongful conviction - Number of requests for compensation: 9;

Number of settlements: 2;

Total amount (in €): 68.648,98.

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

|                                     | Au niveau national                                          | Au niveau des tribunaux                                     |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>1. Enquêtes auprès des juges</b> | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |

|                                                                                                                                                              |                                                                                                                                     |                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b>                                                                                                         | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>3. Enquêtes auprès des procureurs</b>                                                                                                                     | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>4. Enquêtes auprès des avocats</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>5. Enquêtes auprès des parties</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b> | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>7. Enquêtes auprès des victimes</b>                                                                                                                       | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>                                                                                                              | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc            |

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Extensive quantitative surveys on satisfaction with the functioning of courts in Slovenia, performed by academic institutions, are planned as a bi-annual activity on national level (2013, 2015, 2017, 2019). The surveys target the general public, court users in all courts in the country (non professionals - parties and other people present at courts, including victims), legal professionals (lawyers, public prosecutors and state attorneys) and employees (judges and court staff). The extensive analysis and complete results of all surveys are published on the website of the Slovenian judiciary [http://www.sodisce.si/sodna\\_uprava/statistika\\_in\\_letna\\_porocila/zadovoljstvo\\_javnosti/](http://www.sodisce.si/sodna_uprava/statistika_in_letna_porocila/zadovoljstvo_javnosti/). To complement quantitative research a qualitative study of procedural fairness and communication activities was introduced in 2017, including workshops with different stakeholders, in-depth interviews with court users, observation within court premises as well as analyses of social media. The results of these surveys serve as basis for specific projects and activities (such as simplified guides on court roles and proceedings, improving signalisation within court premises, etc.), since such research enables court management to identify more in detail potential areas for improvement.

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

|                                                  | Autorité compétente pour traiter de la plainte | Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Tribunal concerné                                | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |
| Instance supérieure                              | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |
| Ministère de la Justice                          | ( ) Oui<br>( X ) Non                           | ( ) Oui<br>( X ) Non                                             |
| Conseil supérieur de la magistrature             | ( ) Oui<br>( X ) Non                           | ( ) Oui<br>( X ) Non                                             |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | ( ) Oui<br>( X ) Non                           | ( ) Oui<br>( X ) Non                                             |

Commentaires

#### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

|                                                  | Nombre de plaintes       | Montant des indemnisations accordées |
|--------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| Tribunal concerné                                | 599<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |
| Instance supérieure                              | 123<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |
| Ministère de la Justice                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |
| Conseil supérieur de la magistrature             | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Court concerned: number of new supervisory appeals (see General Comment).

Higher court: number of new motions for a deadline (see General Comment).

The law provides for separated procedure for compensation (see Q37).

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

#### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

|                                                                                                                                                                                                                                                                    | Nombre de tribunaux     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)</b>                                                                                                                                                                                        | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)</b>                                                                                                                                                                                            | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)</b> | 77<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires First instance courts of general jurisdiction: 44 local courts + 11 district courts = 55

First instance specialised courts: 3 labour courts + 1 labour and social court + 1 Administrative court = 5

All courts: first instance courts of general jurisdiction (55, see Q42.1) + first instance specialised courts (4 labour courts + 1 social court + 7 branch offices of labour and social courts + 1 administrative court + 3 branch offices of administrative court) + second instance courts and courts of appeal (4 higher courts of general jurisdiction + 1 higher labour and social court) + the Supreme court = 77.

#### 043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

|                                                                                               | Nombre de tribunaux    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| <b>Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)</b>                      | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)</b>                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux des faillites</b>                                                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux du travail</b>                                                                   | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux des affaires familiales</b>                                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)</b>                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales</b>                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet</b>                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |

|                                                              |                        |
|--------------------------------------------------------------|------------------------|
| <b>Tribunaux administratifs</b>                              | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b> | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Tribunaux militaires</b>                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance</b>         | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

**044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser : A change in the organisation of first instance courts (judicial map), as well as first instance judges' position is being prepared by the Ministry of Justice - see Q208.

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

|                                             | Nombre de tribunaux     |
|---------------------------------------------|-------------------------|
| <b>le recouvrement d'une petite créance</b> | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>le licenciement</b>                      | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>le vol avec violence</b>                 | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>faillite</b>                             | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

## C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Courts Act, Labour and Social Courts Act, Administrative Dispute Act.

### 3.2. Personnel des tribunaux

#### 3.2.1. Juges et personnels non-juges



**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

|                                                                                 | Total                    | Hommes                   | Femmes                   |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)</b>                         | 867<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 186<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 681<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>                   | 636<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 119<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 517<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b> | 199<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 48<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 151<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes</b>                | 32<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : At the end of 2018, 890 judicial posts were formally occupied (FTE), although some posts were de facto vacant (e.g. judge absent due to maternity leave). Nevertheless, we report that 867 professional judges sit in courts (perform judicial function), since the rest of the judges (23 judges - difference to the total of 890 judges) were assigned to other duties (e.g. the Ministry of Justice, the Supreme Court, the Judicial Council) and do not sit in courts. The actual presence is also calculated, based on number of hours judges are actually present in court (excluding the maternity or sick leave, but including the annual leave).

The number of judges in the Slovenian judicial system in 2018 was 796 according to actual presence calculations.

#### 047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

|                                                                     | Total                   | Hommes                  | Femmes                  |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>    | 66<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 23<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 43<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b> | 59<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 40<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                             |                        |                        |                        |
|-------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance) | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 3. Nombre de président(s) de cours suprêmes                 | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):**

|                                  |                     |
|----------------------------------|---------------------|
|                                  | Donnée              |
| Donnée brute                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

|                                  |                            |
|----------------------------------|----------------------------|
|                                  | Donnée                     |
| Donnée brute                     | 3 445<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [ ] NA<br>[ X ] NAP        |

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

|     |     |            |
|-----|-----|------------|
| Oui | Non | Echevinage |
|-----|-----|------------|

|                                         |     |       |       |
|-----------------------------------------|-----|-------|-------|
| affaires pénales (infractions graves)   | ( ) | ( )   | ( X ) |
| affaires pénales (infractions mineures) | ( ) | ( X ) | ( )   |
| affaires familiales                     | ( ) | ( X ) | ( )   |
| affaires de droit du travail            | ( ) | ( )   | ( X ) |
| affaires de droit social                | ( ) | ( )   | ( X ) |
| affaires commerciales                   | ( ) | ( X ) | ( )   |
| affaires de faillite                    | ( ) | ( X ) | ( )   |
| autre affaires civiles                  | ( ) | ( X ) | ( )   |

[ ] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

## 050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

### 050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[ ] affaires pénales

[ ] affaires autres que pénales

Commentaires

## 051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

## 052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

|                                                                                       | Total                      | Hommes                   | Femmes                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|
| Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 3 391<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 402<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 989<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                                                                                                                                                                                                                        |                            |                          |                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|
| <b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>                                            | 506<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 41<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 465<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)</b>                                               | 970<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 131<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 839<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b> | 1 716<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 120<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 596<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Personnels techniques</b>                                                                                                                                                                                                                        | 199<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 110<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 89<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>5. Autres personnels non juges</b>                                                                                                                                                                                                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP        |

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

|                                                                                  | <b>Total</b>               | <b>Hommes</b>            | <b>Femmes</b>              |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|
| <b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>   | 3 391<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 402<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 989<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b> | 2 973<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 324<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 649<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>  | 284<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 52<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 232<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>3. Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>                 | 134<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 26<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 108<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Commentaires

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

[ ] pour l'aide judiciaire

- ☐ en matière familiale
- ☐ pour les ordres de paiement
- ☒ pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- ☒ exécution des affaires civiles
- ☐ exécution des affaires pénales
- ☒ autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- ☐ pour les affaires non contentieuses
- ☐ NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : Insolvency cases, land registry cases

## 054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

### 054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- ☒ la maintenance informatique
- ☒ la formation du personnel
- ☒ la sécurité
- ☐ les archives
- ☒ le nettoyage
- ☐ autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Courts, the Supreme Court

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

| Total | Hommes | Femmes |
|-------|--------|--------|
|       |        |        |

|                                                                          |                          |                         |                          |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|
| <b>Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)</b>                            | 212<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 67<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 145<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance</b> | 158<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 44<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 114<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>  | 42<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 16<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 26<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>                 | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

## 056. Nombre de chefs des ministères publics.

|                                                                                          | <b>Total</b>            | <b>Hommes</b>          | <b>Femmes</b>          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>                           | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b> | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>                | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

## 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[ ]  
[ ] NA

## 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

( ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires

## 059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence

## domestique et violence sexuelle ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)**

|                                                                   | Total         | Hommes       | Femmes        |
|-------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public | 311<br>[ ] NA | 62<br>[ ] NA | 249<br>[ ] NA |

Commentaires

## C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : The Office of the Prosecutor General of the Republic of Slovenia

## 3.4.Parité hommes/femmes

### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

|                        | Oui, veuillez préciser | Non   |
|------------------------|------------------------|-------|
| des juges              | ( )                    | ( X ) |
| des procureurs         | ( )                    | ( X ) |
| du personnel non-juge  | ( )                    | ( X ) |
| des avocats            | ( )                    | ( X ) |
| des notaires           | ( )                    | ( X ) |
| des agents d'exécution | ( )                    | ( X ) |

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le**

## cadre des procédures de promotion :

|                        | Oui, veuillez préciser | Non   |
|------------------------|------------------------|-------|
| des juges              | ( )                    | ( X ) |
| des procureurs         | ( )                    | ( X ) |
| du personnel non-juge  | ( )                    | ( X ) |
| des avocats            | ( )                    | ( X ) |
| des notaires           | ( )                    | ( X ) |
| des agents d'exécution | ( )                    | ( X ) |

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

### 3.4.2 Au niveau national

**061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

|                        | Oui | Non   |
|------------------------|-----|-------|
| les juges              | ( ) | ( X ) |
| les procureurs         | ( ) | ( X ) |
| le personnel non-juge  | ( ) | ( X ) |
| les avocats            | ( ) | ( X ) |
| les notaires           | ( ) | ( X ) |
| les agents d'exécution | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

|                                      | Oui, veuillez préciser | Non   |
|--------------------------------------|------------------------|-------|
| le recrutement des juges             | ( )                    | ( X ) |
| la promotion des juges               | ( )                    | ( X ) |
| le recrutement des procureurs        | ( )                    | ( X ) |
| la promotion des procureurs          | ( )                    | ( X ) |
| le recrutement du personnel non-juge | ( )                    | ( X ) |
| la promotion du personnel non-juge   | ( )                    | ( X ) |

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires The Equal Opportunities Division at the Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities provides the ministries and local communities with expert support in the integration of the gender equality perspective in their policies and actions. The tasks of the Equal Opportunities Division include drawing up national programmes for equal opportunities for women and men, carrying out analyses and compiling reports, and conducting awareness-raising campaigns.

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

[ X ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) The Equal Opportunities Division is a part of the Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities.

[ ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) The Equal Opportunities Division coordinates gender equality policy. It proposes, recommends, implements and facilitates programmes and actions aimed at promoting equality between women and men.



### 3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

|                                                    | Oui | Non   |
|----------------------------------------------------|-----|-------|
| dans les tribunaux (juges)                         | ( ) | ( X ) |
| dans les services du ministère public (procureurs) | ( ) | ( X ) |
| pour le personnel non-juge des tribunaux           | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

|                                                                  | Oui | Non   |
|------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| Affectation dans les différents postes                           | ( ) | ( X ) |
| Répartition de la charge de travail                              | ( ) | ( X ) |
| Horaires de travail                                              | ( ) | ( X ) |
| Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail | ( ) | ( X ) |
| Remplacement des personnes absentes                              | ( ) | ( X ) |
| Organisation des audiences                                       | ( ) | ( X ) |
| Autres                                                           | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[ X ] NAP

**061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[ X ] NAP

**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

|                                                                                                                                            | Oui, veuillez préciser | Non   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------|
| les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires                               | ( )                    | ( X ) |
| la composition des audiences collégiales est toujours mixte                                                                                | ( )                    | ( X ) |
| il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc. | ( )                    | ( X ) |

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

#### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

|                                        | Organisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Politiques et stratégies informatiques | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) définies et coordonnées au niveau national par une institution<br><input type="checkbox"/> ( ) définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions<br><input type="checkbox"/> ( ) définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante<br><input type="checkbox"/> ( ) autre |
| TI Gouvernance informatique            | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) gouvernance au niveau national par une institution<br><input type="checkbox"/> ( ) gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions<br><input type="checkbox"/> ( ) organisées au niveau des l'unité/partie prenante<br><input type="checkbox"/> ( ) autre                                       |

Commentaires

#### 065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

☐ ( ) personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

☒ ( X ) équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

☐ ( ) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

#### 065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

|                                                                                                                                                                                             | Conduite des nouveaux projets                                                     | Gestion des applications                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)                                              | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) No |
| Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) No |

|                                                                            |                      |                     |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire) | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) No |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

### 065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

### 065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

( X ) Oui

( ) Non

#### 065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[ X ] les processus opérationnels

[ ] la charge de travail

[ X ] les ressources humaines

[ X ] les coûts

[ ] autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

## 3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

### 065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

### 065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

### 3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



#### 062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

( X ) Oui

( ) No

Commentaires

##### 062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                 | Pour les décisions de 1ère instance                                             | Pour les décisions de 2ème instance                                             | Pour les décisions de 3ème instance                                             | Lien vers la jurisprudence CEDH | Données anonymisées  | Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne | Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( X ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non                                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                                          |
| <b>Pénale</b>                   | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( X ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non                                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                                          |
| <b>Administrative</b>           | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( X ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non                                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                                          |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

#### 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

##### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

#### 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Other: civil enforcement on the basis of the authentic document procedure.

##### 062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                          | Taux de disponibilité                                                                                   |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <p>( X ) 100%</p> <p>( ) 50-99%</p> <p>( ) 10-49%</p> <p>( ) 1-9%</p> <p>( ) 0% (NAP)</p> <p>[ ] NA</p> |
| Pénale                   | <p>( X ) 100%</p> <p>( ) 50-99%</p> <p>( ) 10-49%</p> <p>( ) 1-9%</p> <p>( ) 0% (NAP)</p> <p>[ ] NA</p> |
| Administrative           | <p>( X ) 100%</p> <p>( ) 50-99%</p> <p>( ) 10-49%</p> <p>( ) 1-9%</p> <p>( ) 0% (NAP)</p> <p>[ ] NA</p> |

#### 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

##### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

|                                          |                                                   |                                   |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Disponibilité d'outils de dictée simples | Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples | Fonction de reconnaissance vocale |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------|

|                                 |                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                 |                                                    |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |
| <b>Pénale</b>                   | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |
| <b>Administrative</b>           | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |

## 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

### Taux de disponibilité :

- ( X ) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires

## 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Other: Civil enforcement on the basis of the authentic document is another informatised procedure where status of case is available on-line. Approx. 15% of all incoming cases is civil enforcement on the basis of the authentic document (see Q91).

### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                 | Taux de déploiement                                                          | État d'avancement d'une affaire en ligne                                                                                           | Base de données centralisée ou interopérable | Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires) | Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique                                                                        |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( X ) accessible aux parties<br>( ) publication de la décision en ligne<br>( ) les deux<br>( ) non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( X ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( ) Intégré<br>( ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Pénale</b>                   | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( ) accessible aux parties<br>( ) publication de la décision en ligne<br>( ) les deux<br>( X ) non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( ) Intégré<br>( X ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Administrative</b>           | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( ) accessible aux parties<br>( ) publication de la décision en ligne<br>( ) les deux<br>( X ) non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( X ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( ) Intégré<br>( ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

### 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

|                                         | Taux de déploiement                                                          | Données consolidées au niveau national | Service disponible en ligne | Module statistique intégré ou connecté |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| <b>Registre foncier</b>                 | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( X ) Oui<br>( ) Non                   | ( X ) Oui<br>( ) Non        | ( X ) Oui<br>( ) Non                   |
| <b>Registre relatif aux entreprises</b> | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( X ) Oui<br>( ) Non                   | ( X ) Oui<br>( ) Non        | ( X ) Oui<br>( ) Non                   |

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

## 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

|                                                       | Taux de déploiement de l’outil                                               | Données consolidées au niveau national | Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment) |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b> | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( X ) Oui<br>( ) Non                   | ( X ) Oui<br>( ) Non                                                   |
| <b>Gestion des frais de justice</b>                   | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( X ) Oui<br>( ) Non                   | ( X ) Oui<br>( ) Non                                                   |
| <b>Autres (préciser en commentaires)</b>              | ( ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ X ] NA | ( ) Oui<br>( X ) Non                   | ( ) Oui<br>( X ) Non                                                   |

Commentaires

## 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                           | Taux de déploiement des outils                                                                                                                                                                                      | Données utilisées pour un pilotage au niveau national                                                                                  | Données utilisées pour un pilotage au niveau local                                                                                     | Outil intégré dans le CMS                                                                                                              |
|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour les juges                            | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Pour les procureurs                       | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Pour le personnel non-juge/ non-procureur | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                          | Taux de disponibilité                                                                                                                                                                                               | Saisine papier obligatoire en parallèle                                                                                                | Cadre législatif spécifique autorisant la saisine                                                                                      | Outil intégré/connecté dans le CMS                                                                                                     |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                        |                                                                                                                                        |                                                                                                                                        |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pénale</b>         | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Civil and/or Commercial: insolvency cases (eINS) and civil enforcement cases (eIzvršba), where all courts are equipped with CMS which enable electronic submission. The electronic submission in civil and commercial litigious cases is not yet possible. All courts are also equipped with CMS which enable electronic submission in registry cases (eZK) and business registry cases (iSRG).

Criminal, Administrative (and civil and commercial litigious): currently, efforts are taking place to upgrade the informatised CMS to allow the submission in electronic forms.

Other: Civil enforcement on the basis of the authentic document is an informatised procedure where claims can be filed on-line, with specific legislative framework, without the need for simultaneous submission of cases in paper form, and integrated to CMS. In 2018, more than 137.000 claims were filed, 99,86% of them electronically.

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                                                                                                 | <b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>                                                                                                                                                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Taux de disponibilité</b>                                                                                    | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA |
| <b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>                                     | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |
| <b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b> | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |
| <b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>                                                 | <input type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |

Information disponible dans le CMS

( ) Oui

( ) Non

[ ] NA

[ ] NAP

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                          | Convocations<br>générées par le<br>CMS | Convocation<br>papier<br>obligatoire en<br>parallèle | Consentement<br>de l'utilisateur pour<br>être avisé par<br>voie<br>électronique | Modalités (si<br>autres préciser<br>en<br>commentaires)                                                       | Cadre législatif<br>spécifique |
|--------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | [ X ]                                  | [ ]                                                  | [ X ]                                                                           | [ ] SMS<br>[ ] Courrier<br>électronique<br>[ X ]<br>Application<br>informatique<br>spécifique<br>[ X ] Autres | [ X ]                          |
| Pénale                   | [ ]                                    | [ ]                                                  | [ ]                                                                             | [ ] SMS<br>[ ] Courrier<br>électronique<br>[ ]<br>Application<br>informatique<br>spécifique<br>[ ] Autres     | [ ]                            |
| Administrative           | [ ]                                    | [ ]                                                  | [ ]                                                                             | [ ] SMS<br>[ ] Courrier<br>électronique<br>[ ]<br>Application<br>informatique<br>spécifique<br>[ ] Autres     | [ ]                            |

Commentaires

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

( X ) Oui

( ) Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                 | Taux de déploiement de l'outil                                                                                                                                                                                                              | Phases du procès concernées                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)                                                                | Cadre législatif spécifique             |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui            |

|                       |                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                       |                              |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| <b>Administrative</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input checked="" type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP) -<br>pour cette matière<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine<br>d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases<br>préparatoires à<br>l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier<br>des audiences et/ou<br>gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/><br>Transmission des<br>décisions des<br>tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application<br>informatique<br>spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input type="checkbox"/> Oui |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

|                                                                                                             | Taux de déploiement de l'outil                                                                                                                                                                                      | Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)                                                                                 | Cadre législatif spécifique             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application<br>informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| <b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>                                               | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application<br>informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| <b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>                                                | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input type="checkbox"/> Application<br>informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres            | <input type="checkbox"/> Oui            |
| <b>Services de police judiciaire</b>                                                                        | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier<br>électronique<br><input type="checkbox"/> Application<br>informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres            | <input type="checkbox"/> Oui            |

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc**

**- veuillez préciser en commentaire)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Enregistrement proposé sur la base d'un document authentique (pour plus, voir les commentaires généraux).

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires En 2018, 204 vidéoconférences ont été utilisées pour permettre l'audition de 248 personnes (160 internationales et 44 en Slovénie). Le système est maintenu par 5 techniciens.

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Phase de procédure                                                                                                                                                                      | Cadre législatif spécifique                                             |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |

Commentaires

**064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)**

( X ) Oui

( ) Non

### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Type d'enregistrement                                                                                                                                                            | Cadre législatif spécifique                                                                                                            |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

|                                 | Admissibilité de la preuve électronique                                 | Cadre législatif                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement |

3.6.1.Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

|                                       | Oui / Non            |
|---------------------------------------|----------------------|
| dans les tribunaux                    | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| dans les services du ministère public | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l’activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [ X ] nombre de nouvelles affaires
- [ X ] durée des procédures (délais)
- [ X ] nombre d’affaires terminées
- [ X ] nombre d’affaires pendantes
- [ X ] stocks d’affaires
- [ X ] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [ ] satisfaction du personnel des tribunaux
- [ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [ X ] coûts des procédures judiciaires
- [ X ] nombre de recours

☒ [ X ] taux de recours

☒ [ X ] clearance rate

☒ [ X ] disposition time

☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

☐ [ ] nombre de nouvelles affaires

☒ [ X ] durée des procédures (délais)

☒ [ X ] nombre d'affaires terminées

☒ [ X ] nombre d'affaires pendantes

☒ [ X ] stocks d'affaires

☒ [ X ] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

☐ [ ] satisfaction du personnel des services du ministère public

☐ [ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

☐ [ ] coûts des procédures judiciaires

☒ [ X ] clearance rate

☒ [ X ] disposition time

☒ [ X ] pourcentage de condamnations et d'acquittements

☒ [ X ] autre (veuillez préciser) :percentage of different types of decisions, pronounced criminal sanctions...

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

☒ ( X ) Annuelle

☐ ( ) Moins fréquente

☐ ( ) Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

[ X ] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[ X ] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[ X ] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( X ) Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : The quantitative indicators are defined in the Criteria for evaluating the performance of the state prosecutor's offices adopted by the State Prosecutorial Council. General guidelines for the work of state prosecutors and priority fields of prosecution are defined in a Prosecution Policy by prosecutor general. Heads of offices implement both criteria in their Annual Work Program. Twice a year the prosecutor general, the State Prosecutorial Council and the Minister discuss the performance of state prosecutor's offices at joint meetings held with the heads of state prosecutor's offices and adopt and/or coordinate the measures required for implementation of annual work programmes. An evaluation of attained goals set in the adopted Annual Work Programme, Criteria and Prosecution Policy are an integral part of Annual Report of each prosecution office. The prosecutor general compiles Joint Annual Report on the work of the whole state prosecutor offices. The Minister and State Prosecutorial Council may submit their opinion to this report.

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

[ X ] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

☒ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Based on the data and analysis from the previous paragraph, the joint annual report shall contain: -Measures for improving the efficiency, performance and economy of work and implementation of the prosecution policy for particular and for all state prosecutor's offices together; -Measures for improving the efficiency of state prosecutor's offices whose results deviate considerably from the planned ones; -Assessment of suitability of the number of state prosecutor posts and state prosecutor personnel and other conditions including the appropriate proposals for their improvement.

### **079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

☐ Conseil Supérieur de la Magistrature

☐ Ministère de la Justice

☐ Organe d'inspection

☒ Cour Suprême

☐ Organe d'audit extérieur

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The performance of courts is evaluated yearly in the Annual Report on Efficiency and Effectiveness of Courts by the Supreme Court (see general comment). The Judicial Council is formally required to acknowledge the aforementioned report. After adoption, the report is presented in the Parliament (judiciary committee session).

### **079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

☒ Conseil supérieur des procureurs

☒ Ministère de la Justice

☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général /Procureur de la République

☐ Organe d'audit extérieur

☒ Autre (veuillez préciser) :the parliament

Commentaires The heads are primarily responsible for direct and constant evaluation of the performance of prosecution offices. Surveillance of the prosecution management is conducted by the state prosecutor general. State Prosecutorial Council and the Minister have a consultative function in the process of evaluation. Joint Annual Report is submitted to National Assembly for its consideration.

### **3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

☒ nombre de nouvelles affaires

☒ durée des procédures (délais)

☒ nombre d'affaires terminées

☒ nombre d'affaires pendantes

☒ stocks d'affaires

☒ productivité des juges et des personnels des tribunaux

- ☒ [ X ] satisfaction du personnel des tribunaux
- ☒ [ X ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☒ [ X ] coûts des procédures judiciaires
- ☒ [ X ] nombre de recours
- ☒ [ X ] taux de recours
- ☒ [ X ] clearance rate
- ☒ [ X ] disposition time
- ☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- ☒ [ X ] nombre de nouvelles affaires
- ☒ [ X ] durée des procédures (délais)
- ☒ [ X ] nombre d'affaires terminées
- ☒ [ X ] nombre d'affaires pendantes
- ☒ [ X ] stocks d'affaires
- ☒ [ X ] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ [ ] satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ [ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- ☐ [ ] coûts des procédures judiciaires
- ☒ [ X ] clearance rate
- ☒ [ X ] disposition time
- ☒ [ X ] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☒ [ X ] autre (veuillez préciser) :percentage of different types of decisions, value of proceeds of crime under freezing order, pronounced criminal sanctions...

Commentaires

## 071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- ☒ [ X ] en matière civile
- ☒ [ X ] en matière pénale
- ☒ [ X ] en matière administrative

Commentaires

## 072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| Oui (Si oui, veuillez préciser) | Non |
|---------------------------------|-----|

|                                       |       |     |
|---------------------------------------|-------|-----|
| dans les tribunaux                    | ( X ) | ( ) |
| dans les services du ministère public | ( X ) | ( ) |

Commentaires

### **3.6.4.Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**



#### **080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice, Županjeva ulica 3, SI-1000 Ljubljana

( ) Non

Commentaires The data for Court statistic, published by Ministry of Justice is obtained from the Supreme Court's Data warehouse.

#### **080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

#### **080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Office of the State Prosecutor General of the Republic of Slovenia

( ) Non

Commentaires The Office of the State Prosecutor General of the Republic of Slovenia

#### **080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

#### **081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : For the content of the report and audience, please see Q73.

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- ☒ Internet  
☐ Intranet  
☐ Diffusion papier

Commentaires The law provides for annual report (see Q73) to be submitted to higher court, the Supreme Court, the Judicial Council and the Ministry of Justice. The reports are sent electronically, the courts are also recommended to make their annual reports publicly available through their web pages, however this is not mandatory.

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- ☒ Annuelle  
☐ Moins fréquente  
☐ Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

- ☒ Oui  
☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- ☒ Internet  
☐ Intranet  
☒ Diffusion papier

Commentaires Only Joint Annual Report is released on the internet. Annual Reports of state prosecutor's offices are not published in any form. The Joint Annual report is released in paper form in very limited-edition (30 for the year 2018).

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- ☒ Annuelle  
☐ Moins fréquente  
☐ Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

- ☐ Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs**



**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires Since 2016, the Criteria on the work abilities does not include standards for the minimal expected number of solved cases (however the number of resolved cases is still monitored).

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[ ] Pouvoir législatif

[ X ] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[ ] Président de la juridiction

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[ ] Procureur général /Procureur de la République

[ X ] Conseil supérieur des procureurs

[ ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires Every three years

**C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : The Supreme State Prosecutor Office

---

**4.Procès équitable**

**4.1.Principes**

**4.1.1.Principes du procès équitable**

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[ ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :**

[                      ]

☒ [ X ] NA

Commentaires

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?**

☒ [ X ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

☒ [ X ] Pour les procédures civiles (durée)

☒ [ X ] Pour les procédures pénales (durée)

☐ [ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): Slovenian authorities have taken a series of legislative (Protection of Right to Trial without Undue Delay Act), capacity-building, awareness-raising and other measures nationwide aimed to prevent the excessive length of court proceedings within the context of the execution of the judgments of the ECtHR in Lukenda group of cases. In December 2016 the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted a Final Resolution CM/ResDH(2016)354 recognizing that the court backlogs are no longer a systematic problem in Slovenia (for a monitoring system see the Action report (DD(2016)1212)). Slovenia also took further institutional steps regarding the prompt and full execution of other judgments of the ECtHR (with regard to Article 46 of the ECHR), i.e. in spring 2016 an Intergovernmental Working Group on the Enforcement of Judgments of the ECtHR and a Task Force within the Ministry of Justice were established.

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

☐ [ ] NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.**

Sources : The Ministry of Justice

## 4.2.Durée des procédures

### 4.2.1.Informations générales

#### 087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile

☒ en matière pénale

☒ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A possibility of fast-track procedure in criminal cases (see general comment) was offered at 3 district courts in 2018 (1 in 2016).

#### 088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

☒ en matière civile (petits litiges)

☒ en matière pénale (infractions mineures)

☐ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

☒ affaires civiles

☒ affaires pénales

☐ affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 4.2.2.Gestion des flux d'affaires – première instance

#### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

| Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires | Affaires<br>terminées | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|----------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                          |                       |                       |                                                          |                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                              |                              |                              |                              |                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 122 514<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 638 075<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 650 931<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 109 512<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 44 220<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>                                                                                                                                                                                                            | 38 624<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 40 700<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 44 677<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 34 647<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 10 543<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 61 003<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 437 669<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 449 352<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 49 175<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 33 623<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | 56 402<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 163 899<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 175 982<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 44 175<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 33 468<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 4 601<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 273 770<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 273 370<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 5 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 155<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 4 119<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 222 701<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 222 205<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4 614<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 152<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 482<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 51 069<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 51 165<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 386<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP          | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 3 292<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 3 540<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 3 233<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 3 599<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 14<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 19 595<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 156 166<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 153 669<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 22 091<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 40<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |

Commentaires In general, the trend of decreasing number of incoming cases can be observed in all types of civil cases, causing also a decrease in number of resolved and pending cases. In recent years, the number of incoming cases is generally decreasing due to several reasons, partly due to a better economic situation in Slovenia and partly to a successful introduction of new business models in the Slovenian judiciary (informatisation, change of perception when litigants and debtors do not see any profit in prolonging court procedures,

gradual settlement of case-law). Accordingly, in last years, clearance rate is at or slightly above 100%.

Administrative cases: The Administrative court is faced with the influx of new cases, due to the implementation of the ECHR judgement 60642/08 (24,5 % of incoming cases in 2017). This caused an increase in the pending and resolved cases. In these cases, the court is faced with new legal and factual issues, as well as administrative difficulties - the actions are often incomplete or the information is insufficient, filled in foreign languages, the foreign parties have yet to nominate a proxy etc. The court has established a special office to perform a preliminary examination of the actions and assist in the exchange of documents between parties, however longer times for resolving cases are expected due to the aforementioned difficulties and the overburdening of the court.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. See general comments.

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. See general comments.

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires       | Affaires<br>terminées       | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 29 629<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 72 222<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 73 321<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 28 532<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 3 286<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                    |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | 11 630<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 12 726<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 13 217<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11 139<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 2 655<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                    |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | 12 355<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 26 412<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 27 085<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11 682<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 209<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                      |
| <b>3. Autres affaires</b>                          | 5 644<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 33 084<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 33 019<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 5 711<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 422<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                      |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Severe criminal law cases include all offences, listed in the Criminal Code. Such offences are punishable by either imprisonment, fine (monetary penalty) or in some cases with restricting the driving of motorized vehicles. Minor offences are set in other laws (not the Criminal Code) and the procedure is regulated by the Minor Offences Act. Minor offences cannot be punished by deprivation of liberty, but rather by a fine and/or other sanctions, provided by laws.

Discrepancies: This year, some of the cases, previously reported at Severe or Misdemeanor cases, are reported under new category - Other cases (for details, please see general comment). The methodology for the total number of cases reported did not change, and the changes for total are below 20%.



### 4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

#### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires       | Affaires<br>terminées       | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>2ème instance |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres<br/>que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 3 383<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 14 786<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 15 370<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 799<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) contentieuses<br/>(dont les affaires contentieuses<br/>relatives à l'exécution, si possible<br/>sans les affaires administratives,<br/>v. catégorie 3)</b>                                                                                                                                                                                                                                        | 2 388<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 8 541<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 8 933<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 1 996<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>2. Affaires non contentieuses<br/>(2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 995<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 6 245<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 6 437<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 803<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>2.1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) générales non<br/>contentieuses, par exemple des<br/>créances incontestées, de<br/>requêtes en changement de nom,<br/>les affaires non contentieuses<br/>relatives à l'exécution etc. (si<br/>possible sans les affaires<br/>administratives, v. catégorie 3 ;<br/>sans les affaires non<br/>contentieuses relatives à un<br/>registre et/ou autres affaires, v.<br/>catégories 2.2 et 2.3)</b> | 922<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 5 775<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 5 934<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 763<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres<br/>(2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 73<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 470<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 503<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 40<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses<br/>relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 68<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 367<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 402<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 33<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses<br/>relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 103<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 101<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |

|                                                   |                                                                        |                                                                        |                                                                        |                                                                        |                                                                        |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b> | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>     | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>3. Affaires administratives</b>                | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>4. Autres affaires</b>                         | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. No particular explanation can be given for the general decrease of incoming cases (national trend), as well as for the increase in number of incoming registry cases.

## 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf.                      | Nouvelles<br>affaires                                                           | Affaires<br>terminées                                                           | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf.                      | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>2ème instance |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 731<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 5 349<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 5 429<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 651<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                                   |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | 618<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 3 778<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 3 843<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 553<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                                   |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | 102<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 1 149<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 1 156<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 95<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                                   |
| <b>3. Autres affaires</b>                          | 11<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 422<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP   | 430<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP   | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP   | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                                   |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Discrepancies: This year, some of the cases, previously reported at Severe or Misdemeanor cases, are reported under new category - Other cases (for details, please see general comment). The methodology for the total number of cases reported did not change, and the changes for total are below 20%.

## 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires      | Affaires<br>terminées      | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres<br/>que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 1 182<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 2 398<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 668<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 912<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) contentieuses<br/>(dont les affaires contentieuses<br/>relatives à l'exécution, si possible<br/>sans les affaires administratives,<br/>v. catégorie 3)</b>                                                                                                                                                                                                                                        | 806<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 2 008<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 124<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 690<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2. Affaires non contentieuses<br/>(2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 21<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 34<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2.1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) générales non<br/>contentieuses, par exemple des<br/>créances incontestées, de<br/>requêtes en changement de nom,<br/>les affaires non contentieuses<br/>relatives à l'exécution etc. (si<br/>possible sans les affaires<br/>administratives, v. catégorie 3 ;<br/>sans les affaires non<br/>contentieuses relatives à un<br/>registre et/ou autres affaires, v.<br/>catégories 2.2 et 2.3)</b> | 18<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 20<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 29<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres<br/>(2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses<br/>relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses<br/>relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux<br/>registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |
| <b>2.3. Autres affaires non<br/>contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 355<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 368<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 510<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 213<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |

|                           |                                                                        |                                                                        |                                                                        |                                                                        |                                                                        |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>4. Autres affaires</b> | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Administrative cases - in 2017, the procedure of manifested inadmissibility was introduced in administrative cases, reducing the number of incoming (as well as resolved and pending) cases. As for other categories and Total, the difference is due to more efficient work of the Supreme court and due to aforementioned reason. Please note, the procedure of manifested inadmissibility cases are included in figures above.

## 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [ 1 268 ]

d'affaires classées par cette procédure ? [ 797 ]

Commentaires Incoming cases by departments: civil 502, commercial 159, labour and social 280, administrative 327.

Cases closed include the decision on inadmissibility as well as rejected (strike-through) cases. Cases in which application had been found admissible, and cases where the application had been withdrawn are not included. Break down by department: civil: 282 inadmissible/107 rejected, commercial: 56/38, labour and social: 125/56; administrative 103/30.

## 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf.                      | Nouvelles<br>affaires                                                         | Affaires<br>terminées                                                         | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf.                      | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 280<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 677<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 656<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 301<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                 |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | 269<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 628<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 607<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 290<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                 |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | 11<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 49<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 49<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 11<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP  | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                 |
| <b>3. Autres affaires</b>                          | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP        | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP        | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP        | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP        | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP                                                                      |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Discrepancies are due to small (absolute) of cases which fluctuate between years.

For distinction see general comment.

## 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



**101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

|                                                                                                                                | Affaires pendantes<br>au 1er janvier<br>année de réf. | Affaires nouvelles         | Affaires terminées         | Affaires pendantes<br>au 31 décembre<br>année de réf. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Divorce contentieux</b>                                                                                                     | 727<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 1 607<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 614<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 720<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              |
| <b>Licenciement</b>                                                                                                            | 412<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 642<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 683<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 371<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              |
| <b>Faillite</b>                                                                                                                | 11 661<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           | 4 158<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6 370<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 9 449<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            |
| <b>Vol avec violence</b>                                                                                                       | 89<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 89<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 79<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 99<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |
| <b>Homicide volontaire</b>                                                                                                     | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 14<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 21<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |
| <b>Affaires relatives aux demandeurs<br/>d'asile (statut de réfugié en application<br/>de la Convention de Genève de 1951)</b> | 39<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 299<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 282<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 56<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |
| <b>Affaires relatives au droit de l'entrée et<br/>du séjour des étrangers</b>                                                  | 106<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 54<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 73<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 87<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |

Commentaires Employment dismissal cases- No special reason for decreased number of incoming cases can be given. The decreased number of incoming cases affecte the number of resolved and pending cases.

Insolvency- Personal insolvency accounts for more than half of the insolvency cases. The decrease in incoming insolvency cases reflects the smaller number of new personal insolvency cases (we can speculate that the higher number of personal insolvency cases in previous years was the effect of the past economic crisis). The increase in resolved cases can be explained by the elapse of probation periods (typically 2-5 years) in personal insolvency cases and more efficient liquidation of assets in cases of business subject insolvency. The number of insolvency cases for business subjects did not vary significantly in recent years.

Cases related to asylum seekers - A decreased number of incoming cases can be attributed to the immigration crisis. The increased number of incoming cases affecte the number of resolved and pending cases.

Cases relating to the right of entry and stay for aliens - No special reason for decreased number of incoming cases can be given. The decreased number of incoming cases affecte the number of resolved cases.

Robbery - The difference in number of resolved cases can be attributed to small (absolute) number of cases.

Intentional homicide - The difference in number of resolved cases can be attributed to small (absolute) number of cases.

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

**102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.**

|                                                       | % des décisions ayant fait l'objet d'un appel | Durée moyenne en 1ère instance (en jours) | Durée moyenne en 2ème instance (en jours) | Durée moyenne en 3ème instance (en jours) | Durée moyenne de la procédure complète (en jours) | % d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances |
|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b> | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       | 385<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 112<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 167<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                |
| <b>Divorce contentieux</b>                            | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 160<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 54<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                 |
| <b>Licenciement</b>                                   | 36<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       | 219<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 128<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 218<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                 |
| <b>Faillite</b>                                       | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 469<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                               | 26<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                |
| <b>Vol avec violence</b>                              | 36<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       | 275<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 76<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                   | 274<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 533<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                          | 26<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                |
| <b>Homicide volontaire</b>                            | 85<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       | 325<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 76<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                   | 240<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                  | 564<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                          | 38<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                |

Commentaires When the answer at the "Average length in 3rd instance (in days)" column is 0, this means there were no cases at the third instance in 2018.

Robbery: Due to small number of 1st instance cases, one unusually long case (1393 days) had significant affect on average duration of cases at 1st instance. With that case excluded, the average duration of cases at 1st instance would be 267 days (instead of 325).

Discrepancies:

Litigious divorce cases - The difference in % of decisions subject to appeal can be attributed to small percentage of cases (difference is only 0,9 percent points).

Employment dismissal cases - No special reason for decreased average duration at 2nd instance can be given. An increased average duration at 3rd instance can be attributed to small (absolute) number of cases.

Insolvency - The difference in % of decisions subject to appeal can be attributed to small percentage of cases (difference is only 1,9 percent points).

Robbery - An increase average duration at 3rd instance can be attributed to small (absolute) number of cases. A decrease in average total length of the total procedure can be attributed to small (absolute) number of cases.

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non**

contentieux) :

. See general comments.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. See general comments.

#### **4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public**



**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

☐ diriger ou superviser l'enquête policière

☐ mener des enquêtes

☒ quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

☒ porter une accusation

☒ soumettre l'affaire au tribunal

☒ proposer une peine au juge

☒ faire appel

☐ superviser la procédure d'exécution

☒ classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

☒ clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

☒ autres attributions significatives (veuillez préciser) : Prosecutors can file extraordinary legal remedies against final judicial decisions and file a lawsuit against the defendant to forfeit the assets of illegal origin.

Commentaires "Other": Prosecutors can file extraordinary legal remedies against final judicial decisions and file a lawsuit against the defendant to forfeit the assets of illegal origin.

**106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :**

☒ affaire civiles

☒ affaires administratives

☒ affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance**

|                                                                                | Reçues par le procureur au cours de l'année de référence | Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence | Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur | Portées devant les tribunaux |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur | 62 839<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | 39 828<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                               | 1 731<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                        | 9 066<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Commentaires

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?**

|                                                         | Nombre de procédures du plaider coupable |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Total                                                   | 398<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                 |
| Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux | [ X ] NA<br>[ ] NAP                      |
| Pendant la procédure judiciaire                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                      |

Commentaires

**108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.**

|                                                                                                      | Nombre d'affaires           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)                       | 39 828<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |
| 2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit            | 36 595<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité                                    | 3 233<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 4. Autre                                                                                             | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |

Commentaires

**109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?**

( X ) Oui

( ) Non

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.**

Sources : The Supreme State Prosecutor Office

## 5.Carrière des juges et procureurs

### 5.1.Recrutement et promotion

#### 5.1.1.Recrutement et promotion des judges

##### **110. Comment les juges sont-ils recrutés ?**

☐ principalement par concours (concours ouvert)

☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

☒ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

##### **111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

☐ une instance composée seulement de juges

☐ une instance composée seulement de non juges

☒ une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

##### **112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

##### **113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)**

☐ Concours / Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- ☐ Les années d'expérience
- ☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- ☒ La performance (quantitative)
- ☒ Les résultats d'évaluations
- ☒ Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- ☒ Autre(s)
- ☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

#### 115. Le ministère public est-il :

- ☒ statutairement indépendant
- ☐ sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

#### 115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☒ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### 117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ une instance composée seulement de procureurs
- ☐ une instance composée seulement de non procureurs
- ☒ une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

## 118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

☒ Oui

☐ Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

## 119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

☐ Concours / Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

☒ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☒ La performance (quantitative)

☒ Les résultats d'évaluations

☒ Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☐ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## 5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

### 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

☐ Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

### 121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

☒ Pour des raisons disciplinaires

☒ Pour des raisons organisationnelles

☐ Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

☐ Non

Commentaires

### 122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

☐ Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

☒ Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

☐ Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The function of public prosecutor can be terminated for the same reasons as for judges, and at latest at the age of 70.

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

☐ Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

☒ Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[                      ]

☐ NA

☒ NAP

Commentaires

**125-1. Est-il renouvelable ?**

☐ Oui

☐ Non

☒ NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[                      ]

☐ NA

☒ NAP

Commentaires

**126-1. Est-il renouvelable ?**

☐ Oui

☐ Non

☒ NAP

Commentaires

**E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

## 5.2. Formation

### 5.2.1. Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

|                                                                                                                | Obligatoire          | Facultative          | Pas de formation proposée |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)          | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue générale                                                                                    | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)                    | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue à l'éthique                                                                                 | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |

Commentaires

#### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

|                                                                                                                | Fréquence de la formation                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue générale                                                                                    | [ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans)<br>[ ] Occasionnellement (en fonction des besoins)<br>[ ] Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | [ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans)<br>[ ] Occasionnellement (en fonction des besoins)<br>[ ] Pas de formation proposée |

|                                                                                             |                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal) | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux        | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique                                                              | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2. Formation des procureurs



### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

|                                                                                                        | Obligatoire          | Facultative          | Pas de formation proposée |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale                                                                                     | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue générale                                                                            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue à l'éthique                                                                         | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |

Commentaires <https://www.cepej-collect.coe.int/GroupChapters/Edit/20913>

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

|                             | Fréquence de la formation continue                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue générale | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

|                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b> | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>   | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>                   | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue à l'éthique</b>                                                                         | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

|                                                         | <b>Formation initiale seulement</b> | <b>Formation continue seulement</b> | <b>Formation initiale et continue</b> |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| <b>Une institution pour les juges</b>                   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>              |
| <b>Une institution pour les procureurs</b>              | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>              |
| <b>Une institution commune pour juges et procureurs</b> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   |

Commentaires The Judicial Training Centre at the Ministry of Justice.

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

|                                                             | <b>Budget de l'institution pour l'année de référence, en €</b>         |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Une institution pour les juges</b>                       | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Une institution pour les procureurs</b>                  | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Une institution commune pour les juges et procureurs</b> | 762 033<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires Adopted budget: 960.741 EUR, implemented budget: 762.033 EUR.

Additionally, funds for training and education (e.g. application fees and other expenses) are planned within court system (see Q6).

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

./

**131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur**

|                                                     | Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning) | Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Total</b>                                        | 235<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                           | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                            |
| <b>1. Seulement pour les juges</b>                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>2. Seulement pour les procureurs</b>             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>3. Seulement pour le personnel non-juge</b>      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>4. Seulement pour le personnel non-procureur</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>5. Autres formations communes</b>                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |

Commentaires : In total, 328 events were organised with 7.750 persons participating, including events from criminal (28), civil (19), commercial (12), labour and social security (8) and administrative law (2) as well as management in judiciary (6), judge skills (8), functioning of the judiciary (9), use of IT (7), languages of minorities (4), specialised training for staff (2) and other trainings (7). Some trainings are organised as three-day courses on a specific topic (i.e. School for criminal law). For most of the events, judges/prosecutors and staff can participate, therefore the break-down by categories judges/prosecutors/and staff is not possible.

There were 2 e-learning modules available (specialised training for court staff - 469 participants in 2018 and family violence and violence against women - 16 participants in 2018).

Additionally, a total of 161 workshops for judge skills with use of supervision techniques have been organised in courts (not counted in the table).

**E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : Judicial Training Centre

### 5.3.1. Salaires et avantages des juges et procureurs

#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

|                                                                                                                                                                                      | Salaire annuel brut, en €   | Salaire annuel net, en €    | Salaire annuel brut en monnaie nationale | Salaire annuel net en monnaie nationale |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière                                                                                                                          | 32 633<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 20 211<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                     |
| Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)                | 63 664<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 36 165<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                     |
| Procureur au début de sa carrière                                                                                                                                                    | 32 103<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 19 939<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                     |
| Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général). | 53 454<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 30 916<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                     |

Commentaires

#### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

|                          | Juges                | Procureurs           |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Imposition réduite       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Retraite spécifique      | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Logement de fonction     | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Autre avantage financier | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires There is a possibility for judges, public prosecutors and state attorneys (as well as other public servants in judiciary) to apply for a non-profit tenancy in an apartment, owned by the Ministry of Justice. However, the number of available apartments is very low (less than 0,5% of all functionaries and public servants in judiciary).

#### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[ X ] NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

|                          | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement             | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Recherche et publication | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Arbitrage                | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Consultant               | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Fonction culturelle      | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Fonction politique       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Médiateur                | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Autre fonction           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

|                          | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement             | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Recherche et publication | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Arbitrage                | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Consultant               | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Fonction culturelle      | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Fonction politique       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Médiateur                | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Autre fonction           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs

**quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

### **5.3.2 Institution/organe d'éthique**

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

( X ) juges uniquement

( ) juges et représentants d'autres professions juridiques

( ) autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[ ] NAP

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

( X ) procureurs uniquement

( ) procureurs et représentants d'autres professions juridiques

( ) autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

## 138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

☐ [ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. General opinions on breaches of Code of ethics are published in internal publication and on the web page of State Prosecutor's Office. Since its constitution in September 2015 the Commission for ethics and integrity at the State Prosecutorial Council has passed a recommendation on the conflict of interests for state prosecutors and three general opinions dealing with a conduct of prosecutor at the hearing of a witness, a role of prosecutor as a legal representative of a party in a judicial and administrative procedures and public statements of a prosecutor with reference to a political content.

☐ [ ] NAP

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

☐ [ ] Justiciables

☒ [ X ] Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

☐ [ ] Cour suprême

☒ [ X ] Conseil supérieur de la magistrature

☒ [ X ] Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ [ ] Médiateur (Ombudsman)

☐ [ ] Parlement

☒ [ X ] Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :the Minister of Justice

☐ [ ] Autre (veuillez préciser) : .....

☐ [ ] Ceci n'est pas possible

Commentaires Executive power: the Ministry of Justice

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

☐ [ ] Citoyens

☒ [ X ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ [ X ] Procureur Général/Procureur d'Etat

☒ [ X ] Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☐ [ ] Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ [ ] Médiateur (Ombudsman)

☐ [ ] Organisme professionnel

☒ [ X ] Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :the Minister of Justice

☐ [ ] Autre (veuillez préciser) : .....

☐ [ ] Ceci n'est pas possible

## 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- ☐ Tribunal
- ☐ Cour suprême
- ☒ Conseil supérieur de la magistrature
- ☒ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- ☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- ☐ Cour Suprême
- ☐ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☐ Procureur Général/Procureur d'Etat
- ☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- ☒ Tribunal ou autorité disciplinaire
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- ☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

|                               | Juges                                                            | Procureurs                                                       |
|-------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total (1+2+3+4)</b> | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>1. Faute déontologique</b> | 2<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                        |                               |                               |
|----------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>2. Insuffisance professionnelle</b> | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Délit pénal</b>                  | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autre</b>                        | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

|                                                        | Juges                         | Procureurs                    |
|--------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Nombre total (total 1 à 10)</b>                     | <b>2</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>2</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Réprimande</b>                                   | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Suspension</b>                                   | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP           |
| <b>3. Retrait d'une affaire</b>                        | [ ] NA<br>[ X ] NAP           | [ ] NA<br>[ X ] NAP           |
| <b>4. Amende</b>                                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP           | [ ] NA<br>[ X ] NAP           |
| <b>5. Diminution de salaire temporaire</b>             | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>6. Rétrogradation de poste</b>                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP           | [ ] NA<br>[ X ] NAP           |
| <b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b> | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>8. Démission</b>                                    | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>9. Autre</b>                                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP           | [ X ] NA<br>[ ] NAP           |
| <b>10. Révocation</b>                                  | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Suspension (judges and public prosecutors): In previous campaigns, the answer was "NAP", as suspension de facto includes withdrawal from cases, but is not a disciplinary sanction strictly speaking. In terms of the Judicial Council Act suspension is a temporary dismissal from the judicial service that is related to the conduct of disciplinary

proceedings and may last until the adoption of the final decision of the disciplinary court. In the reference year, one judge was suspended. Other (judges): Cessation/suspension of promotion.

The difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions for judges is due to the fact that not all initiated disciplinary proceedings have been finished during the reference year. In the reference year 2018 two disciplinary proceedings were finished: one initiated already in 2017 and one initiated in 2018. Two disciplinary proceedings initiated in 2018 have not been finished in 2018, but only in 2019.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : the Judicial Council, the Supreme State Prosecutor Office

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

#### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

|                  | Total           | Hommes        | Femmes        |
|------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Nombre d'avocats | 1 768<br>[ ] NA | 954<br>[ ] NA | 814<br>[ ] NA |

Commentaires

#### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

#### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

#### 149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

|                  | Première instance | Seconde instance | Cour suprême |
|------------------|-------------------|------------------|--------------|
| Affaires civiles | [ ]               | [ X ]            | [ X ]        |

|                              |       |       |       |
|------------------------------|-------|-------|-------|
| Affaires de licenciement     | [ ]   | [ X ] | [ X ] |
| Affaires pénales - Défendeur | [ X ] | [ X ] | [ X ] |
| Affaires pénales - Victime   | [ ]   | [ ]   | [ X ] |
| Affaires administratives     | [ ]   | [ ]   | [ X ] |

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

**149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :**

|                                | Première instance    | Seconde instance     | Cour suprême         |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Organisme de la société civile | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Membre de la famille           | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Personne concernée elle-même   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Syndicat                       | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Autres                         | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ ] Syndic de copropriété
- [ ] Agent immobilier
- [ X ] Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?**

- [ X ] Avocat indépendant
- [ X ] Avocat salarié
- [ ] Avocat d'entreprise

Commentaires

**150. La profession d’avocat est-elle organisée à travers :**

- ☒ un barreau national  
☐ un barreau régional  
☐ un barreau local

Commentaires

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d’avocat ?**

- ☐ Oui  
☒ Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s’il existe d’autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:  
Requirements regarding training and/or exam: a bachelor degree of masters in law, state legal exam and at least four years of work experience after university and one year of work experience after stat legal exam.

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- ☐ Oui  
☒ Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

- ☒ Oui  
☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :**

Sources : The Slovenian Lawyers (Bar) Association

**6.1.2.Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c’est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

- ☒ Oui  
☐ Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

- ☐ Oui

( X ) Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

[ X ] Oui, la loi contient des règles

[ X ] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

[ ] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

**6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires**



**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

[ X ] le Barreau

[ ] le législateur

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

[ X ] la prestation de l'avocat

[ X ] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

[ ] Le juge

[ ] Le ministère de la Justice

[ X ] Une instance professionnelle

[ X ] Autre (veuillez préciser) : President of the Supreme Court, Minister of Justice

Commentaires See general comment.

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                     |
|-------------------------------------|
| Nombre de procédures disciplinaires |
|-------------------------------------|

|                                                                           |                         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)</b> | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Faute déontologique</b>                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>2. Insuffisance professionnelle</b>                                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>3. Délit pénal</b>                                                     | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>4. Autre</b>                                                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The data is from Annual report of the Bar Association of Slovenia, for period from 1st March 2018 to 28th February 2019.

In this period, the disciplinary prosecutor received 97 new disciplinary cases and initiated 19 disciplinary procedures. The most present breaches of the Bar Association of Slovenia Statute include undiligent representation (5 cases), improper conduct (3 cases) and criminal offence (3 cases). There was also 1 case due to request for cessation of a right to perform as a lawyer.

As CEPEJ categorisation does not correspond directly to definitions of breach the the Bar Association of Slovenia Statute, the answer for subcategories is NA.

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

|                                                      | Nombre de sanctions    |
|------------------------------------------------------|------------------------|
| <b>Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b> | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Réprimande</b>                                 | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Suspension</b>                                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Retrait d'une affaire</b>                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>4. Amende</b>                                     | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>5. Autre</b>                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The data is from the Annual report of the Bar Association of Slovenia, for the period from 1st March 2018 to 28th February 2019.

In this period, 19 disciplinary cases were resolved at the Disciplinary commission (1st instance) and became final. Counted as "reprimand" there was 1 stricter and 4 regular reprimands. In 2 cases, the defendant was not found responsible, in 5 cases, the procedure was stopped and in 3 cases, the prosecutor's request was denied.

In the same period, the disciplinary commission (2nd instance) received 9 appeals and resolved 6 cases. In 3 cases, the appeal was rejected, in 2 cases the sanction was changed, in 1 case the appeal was successful as the defendant was found not responsible.

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal



#### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

#### 163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

- ☐ Avant/à la place de la procédure devant le tribunal
- ☒ Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours
- ☐ Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

|                                                                 | Médiateur privé                                                                                         | Autorité publique<br>(autre que le juge)                                                                | Juge                                                                                                    | Procureur                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Affaires civiles et commerciales                                | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Affaires familiales                                             | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Affaires administratives                                        | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                         |                                 |                                 |                                 |                                 |
|-----------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Affaires pénales</b>                 | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires liées aux consommateurs</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

|                             | <b>Total</b>             | <b>Hommes</b>       | <b>Femmes</b>       |
|-----------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Nombre de médiateurs</b> | 276<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

|                                                                           | <b>Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation</b> | <b>Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées</b> | <b>Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement</b> |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>                                      | 2 818<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | 2 775<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                   | 1 163<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                   |
| <b>1. Affaires civiles et commerciales</b>                                | 2 451<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                  | 2 402<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                   | 988<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |
| <b>2. Affaires familiales</b>                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                          | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                          |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                        | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                          |
| <b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b> | 367<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                    | 373<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                     | 175<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                     |
| <b>5. Affaires pénales</b>                                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                          |

|                                     |          |          |          |
|-------------------------------------|----------|----------|----------|
| 6. Affaires liées aux consommateurs | [ X ] NA | [ X ] NA | [ X ] NA |
|                                     | [ ] NAP  | [ ] NAP  | [ ] NAP  |

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

## 168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[ X ] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[ X ] l'arbitrage

[ X ] la conciliation (si différente de la médiation)

[ X ] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :Mandatory procedure at the State Attorney Office before filing a law-suit against the state.

Commentaires

## G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : The Ministry of Justice

## 8.Exécution des décisions de justice

### 8.1.Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1.Fonctionnement

## 169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

## 170. Nombre d'agents d'exécution

|                             | Total        | Hommes       | Femmes      |
|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Nombre d'agents d'exécution | 31<br>[ ] NA | 28<br>[ ] NA | 3<br>[ ] NA |

Commentaires

## 171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

[ ] des juges

[ X ] des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

[ ] des huissiers de justice attachés à une institution publique

[ ] autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

### 171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

|                                                                                           | Option                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Saisie des biens meubles corporels                                                        | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Saisie des immeubles                                                                      | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Saisies des rémunérations                                                                 | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Saisies des véhicules terrestres à moteur                                                 | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Mesures d'expulsion                                                                       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Vente forcée par adjudication publique des biens saisis                                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Autres                                                                                    | <input type="checkbox"/> Oui avec monopole<br><input type="checkbox"/> Oui sans monopole<br><input type="checkbox"/> Non<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

☒ Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

- ☐ Recouvrement de créances
- ☐ Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- ☒ Séquestres
- ☐ Constats
- ☐ Service des audiences près les juridictions
- ☐ Conseils juridiques
- ☐ Procédures de faillites
- ☐ Missions confiées par le juge
- ☐ Représentation des parties devant les juridictions
- ☐ Rédaction des actes sous-seings privés
- ☐ Administrateur d'immeubles
- ☐ Autres

Commentaires

**172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

**173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :**

- ☒ une instance nationale
- ☐ une instance régionale
- ☐ une instance locale
- ☐ NAP

Commentaires

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : The Ministry of Justice

### 8.1.2.Efficacité des services d'exécution



**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

[ X ] une instance professionnelle

[ ] le juge

[ X ] le ministère de la Justice

[ ] le procureur

[ X ] autre (veuillez préciser) :court presidents

Commentaires Other: court presidents

**179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

**180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

[ ] un organisme professionnel

[ ] le juge

[ X ] le ministère de la Justice

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

[ ] absence de toute exécution

[ ] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[ X ] manque d'information

[ X ] durée excessive

[ X ] pratiques illégales

[ ] supervision insuffisante

[ ] coût excessif

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

|                                          | Existence du système |
|------------------------------------------|----------------------|
| <b>pour les affaires civiles</b>         | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>pour les affaires administratives</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ( X ) entre 1 et 5 jours
- ( ) entre 6 et 10 jours
- ( ) entre 11 et 30 jours
- ( ) plus (veuillez préciser) : .....
- [ ] NA

Commentaires The enforcement on the basis of authentic document procedure was taken into account. The average time from receiving the claim to issuing a decision is 3,4 days (median 2 days) and the average time from issuing to sending a decision to parties is 1,9 days (median 1 day).

The time it actually takes for all parties to receive a decision was not taken into account, due to the procedural law provisions (addressee is notified about the incoming court writing immediately and has 15 days to actually reclaim the mail at the post office). On average, the time from sending to the moment, when all the parties have reclaimed the court writing (in this type of procedure) amounts to 12 days (median 14 days).

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                                                    | Nombre de procédures disciplinaires initiées |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       |
| 1. Pour faute déontologique                                        | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       |
| 2. Pour insuffisance professionnelle                               | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       |
| 3. Pour délit pénal                                                | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       |
| 4. Autre                                                           | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                       |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

|                                       | Nombre de sanctions prononcées |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5) | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP         |
| 1. Réprimande                         | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP         |

|                                 |                        |
|---------------------------------|------------------------|
| <b>2. Suspension</b>            | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Retrait d'une affaire</b> | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Amende</b>                | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>5. Autre</b>                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

## H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : The Ministry of Justice

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

[ X ] Juge

[ ] Procureur

[ X ] Services pénitentiaire et de probation

[ X ] Autre autorité (veuillez préciser) :the probation commision

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Other: the probation commission

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

#### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

( ) 80-100%

( ) 50-79%

( ) Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires



192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

|                                                         | Total                   | Hommes                  | Femmes                  |
|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| TOTAL (1+2+3+4)                                         | 93<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 38<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique) | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 2. Professionnels nommés par l'Etat                     | 93<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 38<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 3. Fonctionnaires                                       | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 4. Autre                                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- [ X ] diplôme
- [ ] expérience professionnelle/formation professionnelle
- [ ] examen
- [ ] procédure de nomination par l'Etat
- [ X ] autre (veuillez préciser):the State legal exam

Commentaires Other: the State legal exam

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- [ X ] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- [ ] non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- [ X ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- [ X ] authentification
- [ X ] certification des signatures

☒ [ X ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties

☒ [ X ] médiation

☐ [ ] prestation de serments

☒ [ X ] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :Some legal affairs within the civil law field are valid only if concluded in the form of a notarized deed

Commentaires Other: Some legal affairs within the civil law field are valid only if concluded in the form of a notarized deed.

### **194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l’exercice de leurs fonctions :**

☒ [ X ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

☒ [ X ] authentification

☐ [ ] certification des signatures

☒ [ X ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties

☐ [ ] médiation

☐ [ ] prestation de serments

☒ [ X ] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :See general comments

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

### **194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?**

☒ [ X ] Transaction immobilière

☒ [ X ] Droit de la famille

☐ [ ] Droit des successions

☒ [ X ] Droit des sociétés

☐ [ ] Contrôle de la régularité des jeux de hasard

☐ [ ] Autres

Commentaires

### **194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?**

☐ [ ] Dans l’élaboration d’instruments authentiques

☐ [ ] Dans l’enregistrement d’instruments authentiques (archives)

☒ [ X ] Pour d'autres activités (veuillez préciser) :Digitalisation and filing at the courts (Land Register, Register of Companies), internal application for notarial data

Commentaires Other: Digitalisation and filing at the courts (Land Register, Register of Companies), internal application for notarial data.

### **195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l’activité des notaires ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

### **196. Si oui, quelle est l’autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs**

## options possibles)?

☒ [ X ] une instance professionnelle

☐ [ ] le tribunal

☒ [ X ] le ministère de la Justice

☐ [ ] le procureur

☒ [ X ] autre (veuillez préciser) :presidents of higher courts

Commentaires Other: presidents of higher courts

## 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

## I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Chamber of Notaries of Slovenia

## 10.Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1.Statuts des interprètes judiciaires

### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

### 199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[ 468 ]

☐ [ ] NA

☐ [ ] NAP

Commentaires

### 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

## 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : The Ministry of Justice.

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1. Statuts des experts judiciaires



## 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

[ ] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[ X ] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[ ] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

## 202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

[ X ] Le Ministère de la Justice

[ ] Les tribunaux

[ ] Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

[ ] Autre

Commentaires

### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

( ) Oui, pour combien de temps .....

( X ) Non

Commentaires

### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

|                    | Obligation de formation |
|--------------------|-------------------------|
| Formation initiale | ( X ) Oui<br>( ) Non    |
| Formation continue | ( X ) Oui<br>( ) Non    |

Commentaires A specialised training (e.g. specialised school or programme) is not required for experts. However, they must pass the knowledge and skills examination in order to enlist as court experts.

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

[ X ] la procédure judiciaire

[ X ] le métier de l'expert

[ X ] autre

Commentaires

### 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

|                  | Total                      | Hommes              | Femmes              |
|------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre d'experts | 1 087<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires A decrease in number of registered judicial experts is observed every five years, and is the result of the law provision - the 5-year period to (re)submit the proof on expert education and training. The failure to provide the aforementioned proof results in removing a judicial expert from the list of registered experts at the Ministry of Justice. Please note the courts are not limited to nominating only registered judicial experts.

## 205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The remuneration is set in the tariff by the Minister of Justice.

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

## 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

|                                                | Nombre d'affaires          |
|------------------------------------------------|----------------------------|
| Total (1+2+3+4)                                | 8 639<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1.Affaires civiles et commerciales litigieuses | 5 914<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 2.Affaires administratives                     | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |
| 3.Affaires pénales                             | 2 725<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 4.Autre affaires                               | [ X ] NA<br>[ ] NAP        |

Commentaires

## 207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection .....

Commentaires

## 207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : The Ministry of Justice

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux A judicial reform, which has already been in preparation for some time now and upon which it is envisaged to unite the existing two-tier court system into a one-tier system of first instance courts, still has not been adopted by the Parliament. If the reform of the judicial map is implemented, the existing different status of first-instance court judges (at local courts and district courts) will also be unified.

2. Budget /

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) /

4. Conseil supérieur de la magistrature According to the coalition agreement of the new government the Judicial Council will probably have to face the tendencies for changing the composition of the Judicial Council in the direction of smaller influence of judges in it (so that judges won't have the majority).

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. According to the coalition agreement of the new government, the Judicial Council will probably have to face the tendencies to introduce a probation period for the newly appointed judges. Nevertheless the new Government also announced changes in the procedure of appointing judges (no more election of judges in the Parliament).

For the last few years the comprehensive reform of the legal state exam for legal professionals is being prepared. The reform is still at the stage of collecting ideas, as well as the basic direction of the renovation.

Due to the fact that salaries of Slovenian judges at the beginning of their career, compared to the average salary, have been exposed as one of lowest in the 2018 edition of the CEPEJ report , the Judicial Council decided to support and cooperate with a special negotiating group which was established in cooperation between the Supreme Court and the Slovenian Association of Judges. The main goal of the group is first to analyse the proportions between the salaries of officials of the different branches of government and then to introduce a new system of remuneration of judges to the Government, hopefully resulting in a proper increase in the remuneration of judges at the beginning of their career as well as at the end and when retired.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération Preparation of the new Non-Contentious Civil Procedure Act (NCCPA): the key reasons for preparing new legislation were important conceptual changes in family disputes and major changes, that have been made in our legislation since 1986, when the old legislation had been published and had entered into force. Preparation of Amendments to the Rules on the performance of bailiff services: the amendments are going to provide more efficient protection of a child in enforcement proceedings regarding family disputes and to provide additional specialization for bailiffs. Preparation of a new proposal to amend the Law of Property Code. The main purpose for the change is giving legal basis for a more modernized and transparent non-possessory register, other changes are dealing with new types of condominium ownership.

At the moment, Slovenia is not planning any major reforms to insolvency legislation. Although, there is still opportunity for fine legal tuning of the Slovenian insolvency law, we believe that major reform of the current insolvency framework is not needed at this moment. The insolvency law will probably be amended minimally: - Some decisions of the Constitutional Court regarding the insolvency legislation are still waiting implementation . - Fine-tuning the procedural insolvency rules according to findings from supervisory proceedings against insolvency agents. - Enact best practices in insolvency law (for this purpose, the Ministry of Justice cooperates with the Chambers of the insolvency administrators of Slovenia).

- In cooperation with Supreme Court, a more effective system of the sales of the estates will be established by introducing the electronic auctions in bankruptcy and civil enforcement proceedings. - The Directive on preventive restructuring frameworks, on procedures leading to a discharge of debt and disqualifications and on measures to increase the efficiency of procedures concerning restructuring, insolvency and discharge of debt needs to be implemented in legislation.

## 7. Exécution des décisions de justice /

## 8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges /

9. Lutte contre la criminalité Amendments to the Criminal Procedure Act were adopted in March 2019. The amendments contained several changes and additions, related to decisions of the Constitutional Court of the Republic of Slovenia and the European Court of Human Right and some other solutions, such as regarding communication privacy. Amendments also fully implemented the EU Victims Rights Directive (Directive 2012/29/EU).

9.1 Système pénitentiaire The Prison Administration of the Republic of Slovenia is planning to build a new prison facility and renew existing prison capacities in the coming years.

9.2 La justice adaptée aux enfants The Ministry of Justice has prepared a draft Law on the Treatment of Juvenile Offenders, which is foreseen to be adopted in 2020. The proposed Law on the treatment of juvenile offenders aims to address the juvenile justice system comprehensively and to enhance the existing approach, taking into account the best interest of the child standards also in criminal proceedings. The proposed Law aims also to fully implement the Directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings. Special attention is also paid to procedural instruments and instruments concerning the enforcement of criminal sanctions against juvenile offenders.

In 2017 the Act Amending the Human Rights Ombudsman Act (Official Gazette, RS, No. 54/17) was adopted. It formalised the institute of child advocacy, enabling the voice of a child to be better heard in legal proceedings.

9.3 La violence entre partenaires By implementing the EU Victims Rights Directive (Directive 2012/29/EU) through the Amendments to the Criminal Procedural Act, issues regarding violence against partners have been addressed.

## 10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication /

